

### » PRESSE NATIONALE

*Economie* 



#### INVESTISSEMENTS : LA CÔTE D'IVOIRE DANS LE TOP 5 DES CLIENTS DE LA SFI

Dans un contexte de renforcement des partenariats économiques et énergétiques, le Vice-Président de la République, Tiémoko Meyliet Koné, a multiplié les échanges de haut niveau, hier, mardi 24 mars 2026, au Palais de la Présidence de la République. Il a échangé, à cet effet, successivement avec la ministre des Minéraux et de l'Énergie de la République du Botswana, Mme Bogolo Joy Kenewendo, et le Directeur général de la Société Financière Internationale (SFI), Makhtar Diop. Le Directeur général de la SFI a révélé, à l'occasion, que la Côte d'Ivoire se classe aujourd'hui dans le top 5 des clients de l'institution qu'il dirige, après une montée en puissance au cours des dernières années, notamment à travers de gros investissements tels que la Centrale d'Azito. La ministre Bogolo Kenewendo s'est, pour sa part, dit heureuse de la prochaine participation de son pays en qualité d'invité d'honneur du Salon International des Ressources Extractives et Énergétiques (SIREXE) prévu en novembre 2026.



#### MISE EN ŒUVRE DU PND 2026-2030 : LA CÔTE D'IVOIRE ET LA SFI RENFORCENT LEUR COOPÉRATION

Une rencontre stratégique dans la mise en œuvre du PND 2026-2030. En séjour en Côte d'Ivoire, du 22 au 25 mars 2026, le Directeur général de la Société Financière Internationale (SFI/IFC), Makhtar Diop, a eu une séance de travail avec le ministre du Plan et du Développement, Dr Souleymane Diarrassouba. Au cœur de cette rencontre, tenue le 23 mars à l'immeuble SCIAM à Abidjan-Plateau, figurait le financement du Plan National de Développement (PND) 2026-2030, évalué à 114 887,5 milliards FCFA. Ce plan, porté par la vision du Président Alassane Ouattara, ambitionne de bâtir une Côte d'Ivoire solidaire et ambitieuse, en visant le statut de pays à revenu intermédiaire supérieur. Ses axes prioritaires incluent la modernisation du secteur agricole ; le développement du capital humain ; la promotion de l'investissement privé ; l'intégration du numérique et de l'intelligence artificielle ; la transition vers une économie verte et résiliente ainsi que le développement des pôles économiques régionaux.



#### SÉCURITÉ ET SÛRETÉ DANS LES PORTS IVOIRIENS : DES GARDE-CÔTES AMÉRICAINS ET DES AGENTS DES AFFAIRES MARITIMES VEULENT AMÉLIORER LES PRATIQUES

Le Directeur de cabinet (Dir'cab) du ministre des Transports et des Affaires maritimes, Soro Benjamin, a ouvert, le mardi 24 mars 2026, au Port Autonome d'Abidjan (PAA) à Treichville, le séminaire de renforcement des capacités organisé par les garde-côtes américains, en partenariat avec la Direction générale des Affaires maritimes. Le séminaire, qui se tient jusqu'à ce vendredi 27 mars 2026, a pour thème : « Gestion de la sécurité portuaire ». Cette rencontre, qui se tient dans le cadre du programme international de sûreté portuaire du gouvernement des États-Unis d'Amérique (USA), à en croire le Dir'cab, constitue un enjeu majeur. « Ce séminaire vise à améliorer nos pratiques. La sécurité doit être vue comme un processus permanent », a-t-il relevé.



## DIGITALISATION DES INSTITUTIONS ET DES RÉGIES FINANCIÈRES / CLOTCHOR SECONGO (PRÉSIDENT DU GROUPE PANAFRICAIN BMI-WFS) : « LA DIGITALISATION PERMET D'ASSURER UNE TRAÇABILITÉ TOTALE »

Dans un contexte mondial marqué par l'accélération des mutations technologiques, la digitalisation des institutions publiques s'impose désormais comme un impératif stratégique pour les États africains. Pour Clotchor Secongo, président du groupe panafricain BMI World Financial Services (BMI-WFS), le numérique constitue un levier décisif de performance et de souveraineté. Spécialisée dans la transformation digitale des régies financières et des administrations publiques, BMI-WFS a fait le choix d'investir un segment exigeant mais déterminant pour l'émergence économique du continent. Au cœur de cette stratégie figure la mobilisation optimale des ressources internes des États. Grâce à des plateformes de collecte électronique des taxes et redevances, 75 collectivités territoriales ivoiriennes ont significativement amélioré leurs performances budgétaires.



## 14E CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC) : LE MINISTRE KALIL KONATÉ CONDUIT LA DÉLÉGATION IVOIRIENNE À YAOUNDÉ

La 14e conférence ministérielle se déroule à Yaoundé (Cameroun) du 26 au 29 mars 2026. 166 délégations ministérielles venus du monde entier participeront aux discussions de haut niveau portant sur des questions stratégiques qui fondent l'avenir du commerce mondial. Au menu, la réforme de l'OMC, les questions de développement, l'agriculture, le commerce électronique ainsi que la facilitation de l'investissement ou encore la question de la subvention de la pêche. Déjà sur place à Yaoundé, la délégation ivoirienne a été reçue par la directrice générale de l'OMC, la Nigériane Ngozi Onkonjo-Iweaka. Au cours des échanges, la DG a salué le leadership de la Côte d'Ivoire, sous la vision éclairée du Président Alassane Ouattara soulignant les résultats économiques probants et la bonne trajectoire de la Côte d'Ivoire. Le ministre Kalil Konaté, conduisant la délégation ivoirienne, a remercié la directrice et n'a pas manqué de souligner sa grande expérience et son expertise et lui a manifesté le soutien de son pays pour la réussite des travaux.



## YAMOUSOUKRO : BRUNO NABAGNÉ KONÉ PLACE L'AGRICULTURE AU CŒUR DE LA COHÉSION SOCIALE

Représentant le Premier Ministre, Chef du gouvernement, au Forum régional sur la cohésion sociale qui se tient du 24 au 25 mars 2026 à Yamoussoukro, Bruno Nabagné Koné, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et des Productions vivrières, a placé l'agriculture au cœur des solutions pour renforcer la cohésion sociale face aux défis climatiques. La rencontre, qui réunit délégations officielles, experts, chercheurs et acteurs locaux de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Togo et du Ghana, se déroule autour du thème : « Résilience climatique et cohésion sociale dans les régions nord du golfe de Guinée ». Cette troisième édition du forum s'inscrit dans le cadre du projet COSO (Projet de Cohésion Sociale des régions Nord du golfe de Guinée), financé par la Banque mondiale, avec pour objectif de renforcer la coopération régionale face aux vulnérabilités climatiques, sociales et sécuritaires dans les zones frontalières.



## ÉTAT DES LIEUX DE L'ORPAILLAGE ILLÉGAL EN CÔTE D'IVOIRE / COULIBALY SEYDOU, DG DES MINES ET DE L'ÉNERGIE, IDENTIFIE LES PREMIERS RESPONSABLES : « 70% DES ORPAILLEURS SONT DES NON NATIONAUX, 99% DES PROPRIÉTAIRES TERRIENS SONT LE DÉPART »

Mardi 24 mars 2026, 5e jour du Festival Sud-Comoé Agnintié, le président Aka Aouélé a présidé la cérémonie d'ouverture des travaux du colloque sur l'orpaillage clandestin. C'était à la salle des fêtes de la mairie d'Aboisso. Le directeur général des Mines et de l'Énergie, Coulibaly Seydou, a fait une présentation très révélatrice. Parlant des causes, il a mis en exergue la Côte d'Ivoire qui a un grand potentiel de 35% de sol riche en or en Afrique de l'Ouest. Le prix de l'or a été multiplié par 10 en 15 ans. Aujourd'hui, il est à 80 000 le gramme. En ce qui concerne le mécanisme, le DG Coulibaly Seydou a indiqué qu'il y a entre autres, l'identification du site, le mécanisme de l'accord avec les occupants. « Les propriétaires terriens sont le

départ. 99% se fait avec l'accord de nos parents. 70% des orpailleurs clandestins sont des non nationaux », a-t-il fait remarqué.



## ÉCONOMIE, FINANCES ET BUDGET : LE MINISTÈRE RAPPELLE SES HUIT PRIORITÉS POUR UNE MEILLEURE PERFORMANCE

Le conseiller technique du ministre de l'Économie, des Finances et du Budget, Dely Soumahoro, a rappelé, le lundi 23 mars 2026, à Yamoussoukro, les huit priorités autour desquelles s'articuleront les actions du département ministériel, sur la période 2027-2029, en vue d'une meilleure performance. Dely Soumahoro présidait, au nom du ministre Adama Coulibaly, l'ouverture de l'atelier consacré à la validation du volet narratif des projets du Document de Programmation Pluriannuelle des Dépenses-Projet Annuel de Performance (DPPD-PAP) et du Document de Présentation du Cadre de Performance (DPCP) 2027-2029 dudit ministère. Parlant de ces priorités, le conseiller technique a dit qu'il s'agit d'assurer la clôture du programme économique et financier 2023-2026, maintenir un cadre macroéconomique et financier solide, mobiliser les ressources intérieures pour le financement des priorités du gouvernement, accélérer la réforme des finances publiques. Il est aussi question, entre autres, de poursuivre l'exécution de la stratégie de réforme du secteur financier, suivre l'exécution du budget 2026 et élaborer l'avant-projet de loi de finances 2027 dans les délais constitutionnels. (Source : CICG)



## DÉGRADATION DE LA SITUATION SÉCURITAIRE AU PROCHE-ORIENT : AIR CÔTE D'IVOIRE REPORTE SA LIAISON ABIDJAN-BEYROUTH

La guerre au Moyen-Orient a un impact négatif sur le transport aérien. Après plusieurs compagnies aériennes touchées par cette crise, c'est au tour de la compagnie aérienne Air Côte d'Ivoire de subir de plein fouet la dégradation de la situation sécuritaire au Proche-Orient. Air Côte d'Ivoire a en effet annoncé le report, « à une date ultérieure », du lancement d'une ligne entre Abidjan et Beyrouth (Liban) initialement prévue pour démarrer le 29 mars. L'information publiée sur le site de jeuneafrique.com et consultée, mardi 24 mars 2026 par L'inter, précise que la compagnie ivoirienne qui privilégie la sécurité des passagers, des équipages et des opérations est ouverte au remboursement des billets. « Le remboursement des billets est possible à la demande », mentionne la compagnie qui annonce qu'elle communiquera une nouvelle date de lancement de la ligne, dès l'amélioration des conditions sécuritaires.

Société



## LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : LA HABG STATUE SUR LE CAS DES LANCEURS D'ALERTE

L'État ivoirien veut assainir le milieu des Lanceurs d'alerte. Pour ce faire, le mardi 24 mars 2026, à la salle de conférence de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance (HABG), s'est tenue la cérémonie d'ouverture de l'atelier d'élaboration de l'avant-projet de loi et du guide sur les lanceurs d'alerte, présidée par le président de l'institution, Zoro Bi Ballo Épiphane. Le Secrétaire général de la HABG, Oumar Doh Diamouténé, a salué les participants au nom du président de l'institution. A sa suite, un exposé liminaire sur les enjeux et défis de la protection des lanceurs d'alerte a également été présenté par l'Expert-Consultant, Jimmy Kandé, apportant un éclairage technique et stratégique sur les mécanismes de protection et les bonnes pratiques en la matière.



## PROMOTION DE LA PAIX : LE GOUVERNEMENT RENFORCE LES CAPACITÉS DE STRUCTURES NATIONALES AVEC L'APPUI DU PNUD

Le ministère de la Cohésion nationale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté a franchi une nouvelle étape dans le renforcement de ses capacités opérationnelles. À l'occasion d'une cérémonie organisée, le mardi 24 mars 2026, au cabinet du ministre, à Abidjan-Plateau, plusieurs équipements techniques, logistiques et supports de visibilité ont été remis aux directions centrales et régionales, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Cette initiative s'inscrit dans le

cadre du Projet d'Appui au Renforcement de la Cohésion Nationale et de la Réconciliation (PARCNR), un instrument stratégique mis en place pour accompagner les efforts du gouvernement ivoirien en matière de consolidation de la paix et de cohésion sociale. « La paix et la cohésion sociale requièrent une vigilance accrue. Cette cérémonie constitue une réponse aux défis logistiques et matériels », a souligné la ministre Myss Belmonde Dogo.

---



## CARTE JEUNES : PLUS DE 174 000 JEUNES DÉJÀ INSCRITS SUR LA PLATEFORME

Lancée officiellement le 17 décembre 2025 par le ministre de la Promotion de la jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique, Mamadou Touré, la Carte Jeunes suscite un engouement croissant. À ce jour, plus de 174 000 jeunes sont déjà inscrits sur la plateforme dédiée. L'information a été donnée, ce mardi 24 mars 2026, à Abidjan-Plateau, par la Coordinatrice adjointe du projet Carte Jeunes, Léila Dosso, lors de la tribune d'échanges « Tout Savoir Sur », organisée par le CIGC. Dressant le bilan à date, Léila Dosso a indiqué que, outre les 174 000 jeunes inscrits, plus de 69 000 cartes sont actuellement actives via l'application mobile. Par ailleurs, 165 partenaires ont été enrôlés et près de 50 000 bénéficiaires ont déjà profité d'offres concrètes. « Ces performances traduisent la pertinence du projet et son impact réel sur le quotidien des jeunes », a-t-elle souligné. (Source : CIGC)

---



## AUTONOMISATION DE LA JEUNESSE : UNE CARTE POUR LE BONHEUR DES JEUNES

Leila Dosso, Coordinatrice adjointe du Projet Carte Jeunes, était l'invitée de « Tout savoir sur », la tribune d'échanges du CIGC, hier, mardi 24 mars 2026, à Abidjan-Plateau. La collaboratrice du ministre de la Promotion de la jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique a expliqué les bien fondés de la « Carte Jeunes ». Un outil digital et innovant gratuit, dit-elle, destiné aux jeunes de 15 à 40 ans vivant en Côte d'Ivoire afin de renforcer leur pouvoir d'achat et faciliter leur accès à des secteurs essentiels comme la santé, le transport, l'éducation, la culture, le loisir et le digital. « La Carte Jeunes est un dispositif gouvernemental destiné aux jeunes âgés de 15 à 40 ans, vivant en Côte d'Ivoire. Elle leur permet de bénéficier de réductions auprès d'un réseau d'entreprises partenaires, couvrant plusieurs secteurs essentiels de la vie quotidienne », a fait savoir la conférencière.

---



## PRÉSIDENTE DU CNDH : DR ADJÉLOU CHRISTIAN PREND LES RÊNES

Le Conseil des Droits de l'Homme (CNDH) a un nouveau président. Il s'agit de Dr Adjélou Christian Arnaud, enseignant-chercheur. Élu, hier, mardi 24 mars 2026, il succède à Namizata Sangaré pour un mandat de six ans. Selon le nouveau président du CNDH, son ambition est de renforcer l'impact du Conseil sur le terrain des droits de l'Homme. Parmi ses priorités, figure notamment la dynamisation du volet environnemental, dans un contexte où le changement climatique affecte durablement les droits des populations en les exposant à diverses vulnérabilités. Il bénéficiera d'une légitimité bâtie sur des années d'engagement en faveur de la justice et de la gouvernance. Sous sa direction, le Conseil entend intensifier ses missions de veille, d'alerte et de conseil.

---



## SAN PEDRO : LE FONSTI RENFORCE LES COMPÉTENCES DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS ET CHERCHEURS

Les enseignants-chercheurs et chercheurs de l'Université Polytechnique de San Pedro (UPSP) participent, depuis lundi 23 mars 2026, à une session de formation de trois jours, pour renforcer leurs capacités en recherche scientifique. Cette session de formation, à l'initiative du Fonds pour la Science, la Technologie et l'Innovation (FONSTI), vise à professionnaliser le parcours des chercheurs et doctorants en leur offrant des outils pratiques, allant de la conception de recherches gagnants à la vulgarisation scientifique via les « Policy Briefs » et l'utilisation de logiciels spécialisés de dernière génération. En dotant les participants de ces compétences, l'UPSP et le FONSTI contribuent à accroître la qualité des productions scientifiques ivoiriennes et leur impact sur le développement socio-économique national.

---

## FORMATION PROFESSIONNELLE : WELCOME « FDFP CONNECT »

Le Fonds de Développement de la Formation Professionnelle (FDFP) a fait, le mardi 24 mars 2026, à Abidjan-Plateau, au cours de sa rencontre annuelle d'échanges avec ses partenaires, le bilan de ses activités 2025, et présenté les perspectives 2026 en vue du renforcement de la collaboration avec les acteurs de la formation professionnelle. A cette occasion, marquée par le lancement de « FDFP Connect », une plateforme numérique destinée à simplifier les démarches des entreprises, améliorer le suivi des projets et offrir des services entièrement digitalisés, le secrétaire général du FDFP, Philippe N'Dri, a souligné que la formation professionnelle n'est pas un coût, mais un investissement stratégique.

## GESTION DES CRISES : LE PLAN ORSEC VALIDÉ

Le dispositif national de réponse aux catastrophes se renforce. Au terme de deux jours de travaux, l'Office National de la Protection Civile (ONPC) a validé, ce mardi 24 mars 2026, les textes encadrant le plan d'Organisation de la Réponse de Sécurité Civile (ORSEC), ainsi que le Plan de Contingence. C'était lors d'un atelier stratégique tenu au Centre du Système Intégré de Gestion du Foncier Urbain (SIGFU), à Abidjan-Plateau. Présidées par le directeur général de l'ONPC, Amankou Kassi Gabin, ces assises s'inscrivent dans le cadre du Projet d'Assainissement et de Résilience Urbaine (PARU). Elles avaient pour objectif de consolider et d'harmoniser les outils de gestion des crises avant leur adoption officielle par le gouvernement ivoirien. Pendant deux jours, experts, représentants institutionnels et partenaires du projet ont passé en revue les mécanismes de réponse aux situations d'urgence.

## LUTTE CONTRE LES FISTULES OBSTÉTRICALES ET LA MORTALITÉ MATERNELLE ET NÉONATALE : LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET KOICA UNISSENT LEURS EFFORTS

Le ministère ivoirien de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Couverture maladie universelle et l'Agence Coréenne de Coopération Internationale (KOICA) ont procédé, le lundi 23 mars 2026, à la signature d'une Convention de partenariat au cabinet dudit ministère, à Abidjan-Plateau. Cette Convention marque une nouvelle étape dans la coopération entre la République de Corée et la Côte d'Ivoire, visant à renforcer la lutte contre les fistules obstétricales ainsi que la mortalité maternelle et néonatale, en particulier dans la région de San Pedro. Lors de la cérémonie, le Directeur pays de KOICA, Kim Sangjun, a salué le leadership et l'engagement du gouvernement ivoirien en faveur de la transformation du système de santé. Le ministre Pierre Dimba a, pour sa part, salué la qualité du partenariat entre la Côte d'Ivoire et la République de Corée, tout en exprimant sa gratitude pour cet appui stratégique au développement du secteur sanitaire.

## 3E ÉDITION DE LA SEMAINE NATIONALE DE LA PRESSE : L'ANP VEUT ARMER LES JEUNES CONTRE LA DÉSINFORMATION

La lutte contre la désinformation était au cœur de l'ouverture de la 3e édition de la Semaine Nationale de la Presse (SNP), le lundi 23 mars 2026. À cette occasion, le président de l'Autorité Nationale de la Presse (ANP), Samba Koné, a lancé un plaidoyer en faveur d'une éducation renforcée aux médias, particulièrement auprès des jeunes. Face à l'« infodémie », cette propagation massive d'informations mêlant vrai et faux, le régulateur des médias ivoiriens veut agir en profondeur. « Notre vœu le plus ardent est de voir la Semaine Nationale de la Presse s'enraciner durablement dans les cursus scolaires », a-t-il déclaré. L'objectif est clair : doter les élèves et étudiants d'un esprit critique solide, indispensable dans une société saturée d'informations. Cette année encore, la jeunesse constitue la cible prioritaire de l'événement.

## COOPÉRATION : LA CÔTE D'IVOIRE ET L'ESPAGNE RENFORCENT LEUR PARTENARIAT EN SPORT

Le ministre des Sports, Adjé Silas Metch, a reçu en audience, le jeudi 19 mars 2026, à son cabinet, à Abidjan-Plateau, Son Excellence Guillermo Merin Gorbea, ambassadeur d'Espagne en Côte d'Ivoire. Les échanges ont porté sur la réflexion d'un memorandum, document de collaboration entre la Côte d'Ivoire et l'Espagne permettant aux deux pays de développer leur coopération bilatérale. Le diplomate Gorbea a affirmé la volonté de l'Espagne d'accompagner le développement de la Côte d'Ivoire, en général, et du sport en particulier. Il a saisi l'occasion de cette audience avec le patron du sport ivoirien, pour le féliciter pour sa nomination dans le gouvernement Mambé II et aussi pour échanger sur les perspectives de collaboration entre les deux pays, autour du sport. Le ministre Adjé Silas Metch a, pour sa part, réaffirmé la volonté de l'État de Côte d'Ivoire de renforcer les liens d'amitié et de coopération avec l'Espagne, en matière de sport.



VU SUR LE NET

*Economie* 



## COOPÉRATION ÉCONOMIQUE : NIALÉ KABA CONSOLIDE LE PARTENARIAT AVEC CMA CGM

La diplomatie économique ivoirienne poursuit sa dynamique de renforcement des partenariats stratégiques. La ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Nialé Kaba, a reçu en audience, le 24 mars 2026 à Abidjan, George Serre, ancien ambassadeur de France en Côte d'Ivoire, accompagné d'Adeline Gabillaud, vice-présidente et Directrice régionale Afrique du groupe CMA CGM. Cette rencontre de haut niveau s'inscrit dans le cadre de la consolidation des relations de coopération entre la Côte d'Ivoire, la République française et les grands acteurs économiques internationaux. Elle a permis d'explorer de nouvelles perspectives de collaboration, notamment dans les secteurs du transport maritime et de la logistique, deux piliers essentiels du développement économique du pays. « Le renforcement des infrastructures logistiques et portuaires constitue un levier majeur pour l'intégration régionale et la croissance économique », a souligné Nialé Kaba.



## PRODUCTION MINIÈRE : ENDEAVOUR MINING PRODUIT 1,209 MILLION D'ONCES D'OR EN 2025 ET CONTRIBUE À HAUTEUR DE 200 MILLIARDS FCFA AUX RECETTES PUBLIQUES IVOIRIENNES

Endeavour Mining a publié ses résultats annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2025, accompagnés de son Rapport de développement durable. Selon le document transmis à Abidjan.net, ce mardi 24 mars 2026, le groupe affiche une performance "solide", avec une production de 1,209 million d'onces d'or, soit environ 37,6 tonnes, à un coût global de maintien (AISC) de 1 433 dollars l'once, confirmant sa discipline opérationnelle. Le Président directeur général, Ian Cockerill, a salué « une année record », portée par un contexte favorable du prix de l'or et marquée par une création de valeur durable au profit des pays hôtes. En Côte d'Ivoire, la contribution directe aux recettes publiques s'élève à 200 milliards de FCFA, issus notamment des impôts, redevances minières et autres contributions.



## DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE : LE MINISTRE BERNARD COMOÉ LANCE LES TRAVAUX DE RÉFLEXION SUR LA RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LA PROCHAINE DÉCENNIE

Le ministre délégué aux Productions vivrières, Bernard Kini Comoé, a ouvert, le 23 mars 2026, à Yamoussoukro, l'atelier de formulation et de validation du Plan Stratégique de la recherche agronomique nationale 2026-2035. Bernard Kini Comoé a souligné l'importance stratégique de cet exercice pour l'avenir du secteur agricole national. « La recherche agronomique est un investissement dans notre souveraineté. Ce plan stratégique doit être le socle scientifique sur lequel nous bâtissons une agriculture ivoirienne plus

productive, plus résiliente et plus compétitive », a-t-il déclaré. Il a rappelé que la recherche agronomique constitue le maillon fondateur de toute chaîne de valeur agricole performante, depuis la sélection variétale jusqu'à la mise en marché des produits, exhortant l'ensemble des participants à enrichir ce document de leur expertise, afin d'en faire un outil véritablement opérationnel et adapté aux défis de demain.

---

Société 



## CARTE JEUNES : UN LEVIER POUR AMÉLIORER DURABLEMENT LE POUVOIR D'ACHAT DE LA JEUNESSE IVOIRIENNE

La coordinatrice adjointe du projet Carte Jeunes au ministère de la Promotion de la jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique, Léila Dosso, a réaffirmé l'ambition du gouvernement ivoirien de faire de la Carte Jeunes un instrument clé d'amélioration durable du pouvoir d'achat des jeunes, tout en favorisant leur inclusion économique et leur accès aux services essentiels. Elle s'exprimait, ce mardi 24 mars 2026, à Abidjan-Plateau, lors de la tribune d'échanges « Tout Savoir Sur », organisée par le CICG. Cette conférence de presse, diffusée en direct sur les plateformes digitales du Gouvernement, portait sur le thème : « Carte Jeunes en Côte d'Ivoire ». « La Carte Jeunes n'est pas seulement une carte de réduction. Elle est un instrument concret d'action publique, au service du pouvoir d'achat, de l'inclusion et de l'autonomisation des jeunes », a déclaré la coordinatrice adjointe du projet.

---



## ALPHABÉTISATION : LE MINISTRE N'GUESSAN KOFFI DÉVOILE UNE VISION INNOVANTE POUR UN SYSTÈME INCLUSIF ET TOURNÉ VERS L'EMPLOI

Le ministre de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement technique, N'Guessan Koffi, a présidé, ce mardi 24 mars 2026, une séance de travail stratégique consacrée à la relance de la Politique Nationale d'Alphabétisation. La rencontre s'est tenue avec les quatre directions techniques chargées du secteur : la Direction de l'Éducation Non Formelle (DENF), la Direction de l'Alphabétisation des Adultes, des Jeunes et des Enfants (DAAJE), la Direction des Matériels Didactiques pour l'Alphabétisation (DMDA) et la Direction de la Coordination et du Suivi des Programmes d'Alphabétisation (DCSPA), représentée par Madame Kouassi Affoué Yvette. « L'idée est de bâtir un dispositif attrayant, surtout pour les jeunes, qui ne se limite pas à l'apprentissage des bases, mais ouvre des passerelles vers des formations qualifiantes et des métiers porteurs », a-t-il déclaré.

---



## PRIX NATIONAL D'EXCELLENCE 2026 : SAN PEDRO ACCUEILLE LA PREMIÈRE ÉTAPE D'UNE TOURNÉE NATIONALE DE SENSIBILISATION ET DE MOBILISATION

Le Comité technique du Prix National d'Excellence (PNE) a entamé, le lundi 23 mars 2026, à San Pedro, une mission nationale d'information et de mobilisation des candidatures pour l'édition 2026. Cette mission conduite par Marcellin Bragori, Conseiller spécial du Premier Ministre, Robert Beugré Mambé, vise à mieux faire connaître le Prix National d'Excellence et à susciter une participation plus large et plus diversifiée des acteurs locaux à cette distinction nationale. La rencontre, qui a enregistré la présence du corps préfectoral, du maire de la commune de San Pedro, des directeurs régionaux, chefs de services, opérateurs économiques et représentants de la société civile, a été l'occasion pour la mission de présenter le cadre institutionnel et organisationnel du PNE, ainsi que la plateforme d'inscription en ligne et les modalités de soumission des candidatures. Un film sur les lauréats des éditions précédentes a été projeté à l'attention du public.

---

## LA CÔTE D'IVOIRE LÈVE PRÈS DE 88 MILLIARDS DE FCFA SUR LE MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

La Côte d'Ivoire a mobilisé 87,999 milliards de FCFA sur le marché financier de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (UMOA), à l'issue d'une adjudication de bons et d'obligations assimilables du Trésor organisée le 24 mars 2026, selon un compte rendu officiel d'Umoa-Titres. Cette opération, qui portait sur un montant initial de 80 milliards de FCFA, a suscité un fort engouement des investisseurs, avec des soumissions globales atteignant 256,526 milliards de FCFA, soit un taux de couverture de 320,66 %. Dans le détail, les titres proposés comprenaient des bons du Trésor à 364 jours ainsi que des obligations à 3 et 5 ans. Les montants retenus s'élèvent respectivement à 12,13 milliards de FCFA pour les bons à un an, 14,013 milliards de FCFA pour les obligations à 3 ans et 61,855 milliards de FCFA pour celles à 5 ans.



## RENFORCEMENT DES CAPACITÉS AU MINISTÈRE DE LA TRANSITION NUMÉRIQUE : DJIBRIL OUATTARA APPELLE À "BÂTIR LA HAUTE PERFORMANCE" MANAGÉRIALE

Le ministère de la Transition numérique et de l'Innovation technologique a ouvert, le mardi 24 mars 2026 à Abidjan, une session de renforcement des capacités à l'endroit de ses responsables, placée sous le thème : « Expérience managériale : bâtir la haute performance pour le ministère de la Transition numérique et de l'Innovation technologique ». Dans son discours d'ouverture, le ministre Djibril Ouattara a mis l'accent sur l'enjeu stratégique du management dans la réussite de la transformation digitale de la Côte d'Ivoire. Selon lui, « la performance des administrations publiques repose sur la qualité du management, la capacité d'innovation et l'aptitude à s'adapter aux mutations rapides du numérique ». S'inscrivant dans la vision du Président de la République de faire du pays un hub numérique en Afrique de l'Ouest, cette formation vise à doter les dirigeants du ministère d'outils modernes de gestion, afin de répondre efficacement aux défis liés à la digitalisation, à la cybersécurité et à la gouvernance des données.



## Restez connectés à l'actualité du gouvernement en vous abonnant à ses réseaux sociaux officiels



+225 07 87 36 36 36

101 Centre d'appel  
du Gouvernement



Pour toute information, prière contacter le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale (CICG).  
Contact : +225 27 22 22 03 90 / 07 07 09 97 51 - Email : info@cicg.gouv.ci - Site Web : www.gouv.ci

© Cette revue de presse est produite par le Centre d'Information et de Communication Gouvernementale et mise à la disposition des structures ministérielles. Elle n'exprime pas l'opinion du CICG, et ne saurait aucunement engager le Gouvernement de Côte d'Ivoire. Les surtitres et les titres sont ceux des articles de presse à l'original. Prière d'en tenir compte si vous lisez, réimprimez, copiez, archivez ou renvoyez ledit document.

## L'ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE À PORTÉE DE CLIC ! 🖱️

Avec [www.gouv.ci](http://www.gouv.ci),  
accédez à l'essentiel de la vie publique : décisions  
des Conseils des ministres, démarches administratives,  
actualité nationale.



Cicg